



EQUI
POP.
ORG

2018
2019

Mouvement

Définition : action collective orientée vers un changement social, politique, psychologique.
(Dictionnaire de Français Larousse)

Synonymes : faire des vagues, faire changer les choses, tisser des liens, construire des ponts.

Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Bureau de Paris
6 rue de la Plaine
75020 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau de Ouagadougou
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : (+226) 25 40 88 02

Cet automne, nous fêterons les 25 ans de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). Plusieurs lectures peuvent être faites de cette conférence tant les intérêts qu'elle a rassemblés étaient divers. À Equipop, nous retiendrons surtout aujourd'hui l'influence que les mouvements féministes ont eue sur son plan d'action, l'accent mis sur l'égalité des sexes et la question qu'il a posé de la discrimination sexuelle et des mécanismes par lesquels elle s'exerce. La capacité des individus « d'effectuer des choix, sans discrimination, coercition ou violence » a constitué un fil rouge du plan d'action. Les droits et la santé reproductifs y ont été présentés dans une acceptation large et intégrée qui ne concerne pas seulement l'accès à la contraception, mais aussi la prévention de toutes les morbi-mortalités liées à la sexualité et à la reproduction. Autant d'avancées qui se sont consolidées l'année d'après lors de la conférence de Pékin et qui ont posé les fondements de la reconnaissance internationale des droits et de la santé sexuels et de la reproduction. La promotion de ces droits constitue une des missions centrales d'Equipop dont la naissance s'inscrit dans cette histoire.

25 ans après, quels constats tirer de la portée de nos combats ? Nous ne pouvons que constater que les principes reconnus dans les accords du Caire ou de Pékin sont fragiles et tributaires de rapports de force complexes, conservatismes religieux et dogmes ultralibéralistes se conjuguant avec force pour mettre à mal ces droits. Par ailleurs, si la situation s'est singulièrement améliorée pour de nombreux individus, d'immenses défis sont encore à relever : les violences sexistes se perpétuent, beaucoup sont celles et ceux qui continuent d'être privé-e-s d'informations et de soins de qualité, le nonaccès à un avortement sécurisé demeure un facteur majeur de mortalité des adolescentes, les mutilations sexuelles ou les mariages forcés restent une réalité pour beaucoup d'entre elles.

Enfin, concernant les réponses apportées, elles sont trop souvent conçues en silo, sans prise en compte du genre, et la participation des femmes et des jeunes reste la plupart du temps incantatoire. C'est pourquoi, plus que jamais, nous sommes animé-e-s de deux convictions. Premièrement, l'approche féministe doit irriguer l'ensemble des politiques et des programmes. Deuxièmement, notre capacité à influencer les chemins empruntés par nos sociétés réside dans la force des mouvements. C'est convaincu-e-s de cela que nous nous sommes investi-e-s ces derniers mois pour mettre les droits des femmes et les approches féministes à l'agenda du G7 sous la présidence française et c'est aussi pourquoi nous avons renforcé nos partenariats avec les jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest. Pour retrouver du souffle et inventer des alternatives à un moment donné où cela est crucial de le faire, c'est une voie qu'il nous semble urgent d'explorer avec nos partenaires et allié-e-s quelque que soit leur position dans la société — citoyen-ne-s, activistes, politiques, chercheur-euse-s, acteurs et actrices économiques, professionnel-le-s socio-sanitaires, journalistes,... En unissant nos forces dans le respect de nos complémentarités, nous pouvons faire la différence. Equipop est déterminée et nous espérons que vous l'êtes aussi.

Aurélié Gal-Régniez, *directrice exécutive*
Alain Marié, *président*

2018 en bref



Impulser

- **Encourager l'émergence d'une gouvernance plus démocratique** : Equipop, en partenariat avec ONG RAES, ONG 3D et le Réseau Siggil Jigéen, élargit ses interventions à travers le projet Bruits de Tambours, une campagne de communication sociale et communautaire en faveur de la participation citoyenne des femmes et des jeunes au **Sénégal**.
- **Promouvoir l'éducation complète à la sexualité** : Equipop travaille avec ses partenaires à la création des conditions de son acceptabilité et de sa mise en œuvre en **Afrique de l'Ouest**. Elle participe à la campagne menée par l'Unesco et l'UNFPA. Equipop appuie aussi des associations dans sept pays pour sensibiliser les citoyen-ne-s et mobiliser les politiques en faveur de l'éducation complète à la sexualité.

Mobiliser

- **Amplifier la voix des jeunes féministes** : Equipop a noué des partenariats stratégiques avec des jeunes féministes d'**Afrique de l'Ouest**, alliées indispensables pour défendre les droits des femmes sur la scène internationale, et notamment au cours de dialogues politiques comme le G7.
- **Promouvoir une approche féministe des politiques publiques** : Dans le cadre du G7, qui eu lieu en **France** en 2019, Equipop a intensifié son plaidoyer en faveur d'une intégration de l'égalité femmes-hommes au cœur des politiques publiques. Elle a contribué à fédérer divers mouvements féministes à travers le « Women 7 » qui rassemble des activistes du monde entier.

Accompagner

- **Renforcer l'impact social et politique de la société civile** : Equipop propose un accompagnement technique et financier aux associations locales qui partagent sa mission. Equipop a ainsi développé deux nouveaux mécanismes de financement souples et adaptés aux besoins de ses partenaires : le Fonds Innovation et le Fonds d'appui au Développement Organisationnel.

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices sur le terrain, Equipop impulse des dynamiques de changement social au plus près des territoires.

page 8

02

Mobiliser

Equipop mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

page 18

03

Accompagner

Equipop accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

page 28

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Equipop travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

page 40

Abandon des mutilations sexuelles féminines et du mariage précoce en France : les populations concernées sont en première ligne

Exposition photographique

Depuis 2006, Equipop met en œuvre des projets de promotion de l'abandon des MSF et du Mariage précoce, en Afrique notamment. Les interventions dans la région de Kayes, au Mali, grande région d'émigration vers la France, ont révélé l'impact notable, qui peut être positif ou négatif, des migrant-e-s sur le déroulement des activités dans les villages. Ainsi, depuis 2013, **l'accompagnement des diasporas dans le processus d'abandon des MSF et du mariage précoce et plus largement la création de ponts entre les acteurs et actrices en Afrique et en Europe sont des stratégies portées par Equipop.**

La promotion de l'abandon durable des MSF nécessite une action coordonnée entre les communautés en France et en Afrique de l'Ouest, entre les professionnel-le-s et les secteurs d'activité. Les migrant-e-s sont des membres à part entière de leurs communautés d'origine. Ce sont des acteurs et actrices d'influence du fait de leur pouvoir socio-économique. Leur avis est crucial dans les prises de décision. L'implication des migrant-e-s permet d'en faire des relais positifs pour la promotion de l'abandon des MSF, ou du moins de neutraliser une éventuelle influence négative face à ces changements.

Les sensibilisations que les médiateurs et médiatrices du changement conduisent dans les diasporas sont l'occasion de promouvoir les changements positifs à l'œuvre dans leur région d'origine ainsi que d'informer sur les dangers de la pratique et le cadre légal.

Cela permet aussi progressivement de déconstruire les représentations à l'origine des violences faites aux femmes, car l'excision s'inscrit bien dans un continuum de violences qui touche les femmes dans toutes les sociétés.

Actuellement, Equipop travaille avec 8 médiateurs et médiatrices de changement et 6 formatrices originaires du Mali, du Sénégal, de Guinée, de Mauritanie et d'Égypte. Après une phase de formation et de mentorat par des médiateurs et médiatrices expérimenté-e-s, ils et elles organisent et animent des ateliers de sensibilisation auprès des populations immigrées, primo-arrivantes ou installées en France depuis plusieurs années. Les médiateurs et médiatrices, tou-te-s issu-e-s des communautés ciblées, ont des atouts considérables pour véhiculer les messages de prévention. Ils et elles maîtrisent les codes sociaux et culturels de ces communautés, ont un accès facilité à elles et parlent les mêmes langues. Près de 2 000 personnes ont été touchées par les sensibilisations entre 2016 et 2018.

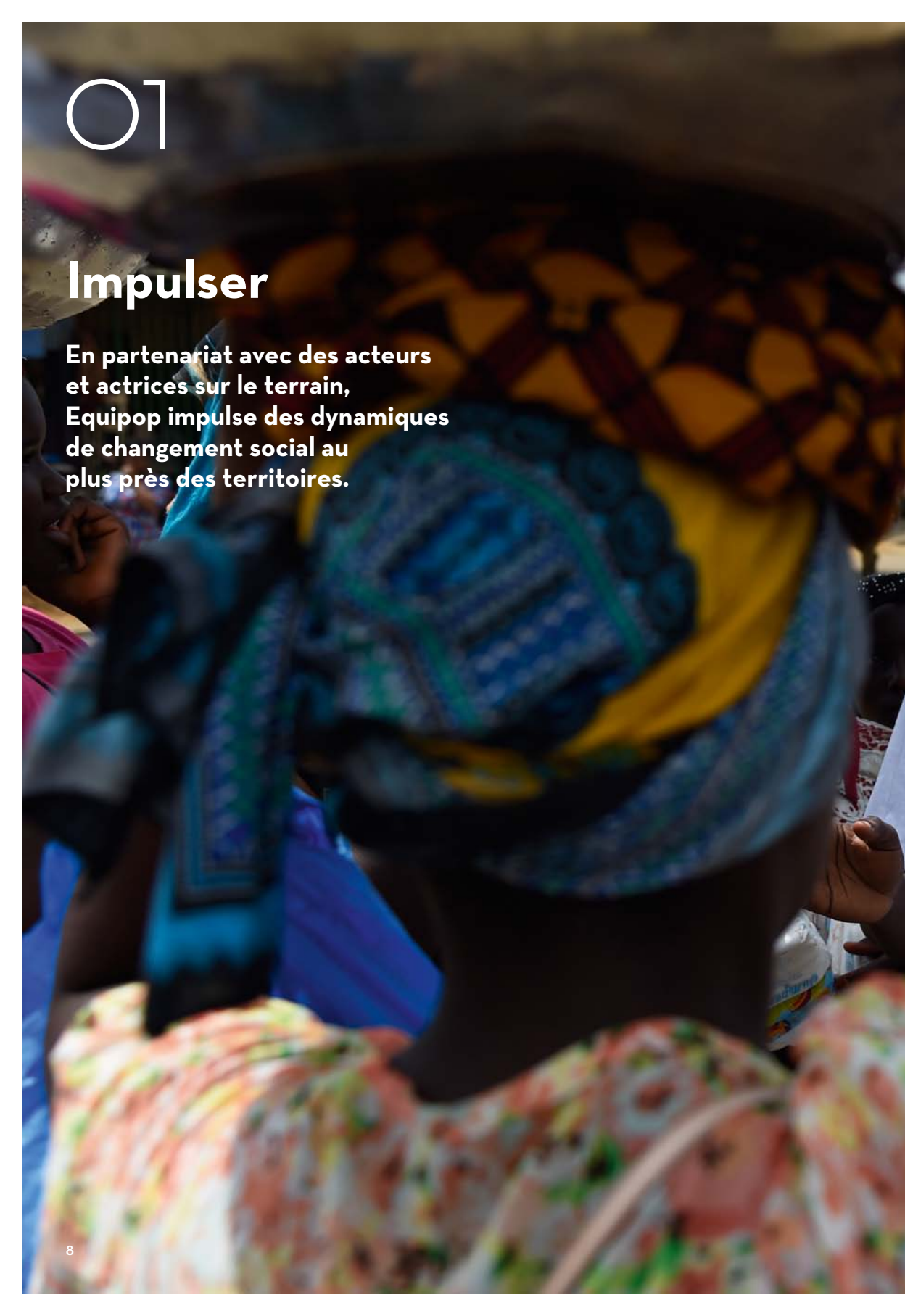
Cette exposition met à l'honneur ces médiateurs et médiatrices de changement.

« Le sujet des MSF est tabou. Il faut faire preuve de beaucoup de sensibilité et apprendre à faire face aux résistances. »

Dieynaba

médiatrice de changement depuis 2016



A close-up, slightly blurred photograph of a person wearing a vibrant, multi-colored patterned garment, possibly a traditional African headwrap or shawl. The colors include shades of blue, yellow, red, and green. The person's face is partially visible on the left side of the frame.

01

Impulser

**En partenariat avec des acteurs
et actrices sur le terrain,
Equipop impulse des dynamiques
de changement social au
plus près des territoires.**





Bruits de Tambours : pour une démocratie participative et inclusive en faveur des femmes et des jeunes !

En 2018, Equipop a élargi ses interventions en faveur de la participation citoyenne des femmes et des jeunes, à travers le projet Bruits de Tambours.

En Afrique de l'Ouest, 45 % de la population a moins de 15 ans¹. Les femmes représentent 51 à 52 % de la population. Ce poids démographique des femmes et des jeunes ne se retrouve pas, ou peu, dans les instances de prise de décision institutionnelles ou communautaires. La vie publique se fait sans elles et eux, avec pour conséquence un manque de prise en compte de leurs problématiques et réalités spécifiques.

Malgré des avancées, cette situation s'explique entre autres par un accès inégalitaire et difficile aux ressources qui ne permet pas aux femmes et aux jeunes de faire entendre leurs voix alors même que leur rôle dans la vie familiale, sociale et économique est primordial.

“ Les instances de décision ne prennent pas en compte nos besoins, en tant que femmes ! ”

Jeune femme,

lors d'une causerie avec un groupement de femmes, Saint-Louis

De nombreux pays mettent en place des systèmes de quotas afin d'améliorer la représentation des femmes dans les instances de décision, à l'instar du Sénégal où une loi sur la parité a été instaurée en 2010.

Pourtant, la représentation physique des femmes dans les instances n'est pas toujours synonyme de participation active et effective. Elles restent en proie aux pesanteurs culturelles et continuent de porter le poids de l'équilibre familial et du foyer, au détriment de leur engagement professionnel et politique. Les normes patriarcales et les discriminations à leur rencontre dans la sphère publique, et notamment les violences, continuent à priver les femmes d'un accès libre et sécurisé à l'espace public et à restreindre leur participation politique. Parfois même, les hommes cooptent des femmes qu'ils choisissent en

connaissance de cause pour ne pas être gênés. Cela décrédibilise les femmes et permet aux détracteur-ice-s de la parité d'alimenter les arguments qui vont dans le sens du manque de compétence des femmes pour siéger dans les instances de décision.



Il est aujourd'hui nécessaire que l'ensemble des sociétés prennent conscience de la place que les femmes peuvent et doivent occuper dans les instances de décision et que les femmes s'empouvoirent. Ce n'est qu'à ces conditions que la parité et les quotas permettront aux femmes de vraiment compter dans les instances de gouvernance ; aux jeunes femmes, d'entrevoir la possibilité de carrières politiques et de dirigeantes ; aux jeunes, de légitimer le fait que la place des femmes est également hors de la maison.

“ Si les jeunes laissent la politique aux vieux, alors les vieux décideront à leur place et à leur propre avantage ! ”

Jeune Saint-Louisien

Il n'existe pas de loi encourageant la participation des jeunes. Il a toujours existé des sections jeunesse des partis politiques ou organisations communautaires, mais cette séparation a souvent pour résultat de les mettre à l'écart des instances de décision.

Au Sénégal, les jeunes sont relégué-e-s aux questions de jeunesse, et font face à la défiance des plus âgé-e-s.

Un double discours est souvent en place : les jeunes ne seraient pas intéressé-e-s par les processus politiques et les instances de gouvernance, mais de leur côté, les jeunes ne se sentent pas sollicité-e-s et préfèrent investir l'espace communautaire, autour de problématiques économiques et sociales, et réussir en dehors des instances formelles de gouvernance.

Les jeunes créent souvent leurs propres modes de communication et d'interpellation des institutions, notamment via l'art, la culture et les réseaux sociaux. Il s'agit parfois de stratégies d'évitement qui ne favorisent pas un climat de considération mutuelle entre les jeunes et les autorités. Les jeunes font preuve d'une réelle volonté de s'investir mais sont sans arrêt renvoyé-e-s à leur manque d'expérience.

De la même manière que pour les femmes, il est nécessaire que les jeunes prennent conscience de leur poids et de leur force et s'outillent à exercer ce droit à la parole. Vers des parités femme - homme et générationnelle effectives ? C'est ce à quoi Equipop souhaite contribuer à travers Bruits de Tambours !

BRUITS DE TAMBOURS

Le projet, porté par ONG RAES, en partenariat avec Equipop, ONG 3D et le Réseau Siggil Jigéen, est une campagne de communication sociale et communautaire pour encourager l'émergence d'une gouvernance plus démocratique au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Elle promeut une démocratie participative et inclusive en faveur des femmes et des jeunes. Il s'articule autour de 4 composantes : une série TV et un feuilleton radio, des contenus connexes de mobilisation sociale, des actions communautaires pour mettre en pratique des modes de gouvernance plus inclusifs pour les femmes et les jeunes, ainsi qu'un programme de suivi-évaluation et de partage des leçons apprises.

• Que fait Equipop ?

Accompagnement des partenaires de terrain à la cartographie, à l'incubation d'actions de mobilisation sociale et à la mise en œuvre de celles-ci, à la capitalisation orientée changement de la démarche pour être dupliquée à l'échelle sous-régionale.

• Pour qui ?

Les associations partenaires, les femmes et les jeunes de Saint-Louis, et in fine de l'ensemble de la sous-région.

• Pourquoi ?

Mettre en pratique des modes de gouvernance respectueux des droits humains et plus inclusifs et pour que les femmes et les jeunes de la sous-région prennent la place qui leur est due dans les instances de décision communautaires et institutionnelles, afin de faire entendre leurs voix et que leurs besoins et contraintes soient pris en compte.

Le lien avec les droits et la santé sexuels et reproductifs

Travailler à une meilleure représentation des femmes et des jeunes dans les instances de décision permet une meilleure prise en compte de leurs besoins et problématiques, notamment en matière de droits et santé sexuels et reproductifs. Les politiques sont réalisées par des instances qui ne sont pas forcément familières avec les approches droits humains et égalité de genre, ce qui se traduit par une absence de priorisation des DSSR pour tous et toutes.

1. World Population Dashboard, UNFPA : www.unfpa.org/data/world-population-dashboard

Thiaba Sembene, pour une plus grande participation des femmes et des jeunes aux instances de décision

Thiaba Sembene est
Chargée de Programme
au Réseau Siggil Jigéen,
partenaire du projet
Bruits de Tambours.



Quel est le rôle du Réseau Siggil Jigéen dans le projet Bruits de Tambours ?

Le Réseau Siggil Jigéen est un partenaire de mise en œuvre chargé de contribuer à l'objectif du projet : promouvoir une démocratie participative et inclusive en faveur des femmes et des jeunes, en suscitant des questionnements et des débats sur les comportements individuels et les normes sociales, et en développant les capacités d'actions des groupes cibles.

Pour assurer ce travail, j'appuie la coordination des activités au niveau central et une personne est sur le terrain pour mettre en œuvre les activités communautaires.

En pratique, le Réseau Siggil Jigéen, en partenariat avec ONG 3D et Equipop, mène les activités de terrain : de la cartographie, qui permet un état des lieux de la participation des femmes et des jeunes à Saint-Louis, jusqu'aux actions de mobilisation sociale et collective des groupes cibles, qu'on forme aux thématiques du projet.

Quels sont les principaux obstacles à la participation citoyenne des femmes ?

Il sont, d'une part, culturels : le poids des préjugés et perceptions culturelles concernant le rôle des femmes et notamment le fait que les responsabilités familiales reposent essentiellement sur les femmes sont des freins à leur participation citoyenne. D'autre part, les femmes manquent de formation sur la citoyenneté et la gouvernance, mais aussi de moyens financiers et de réseaux de solidarité.

Malgré l'adoption de la loi sur la parité, elles sont sous-représentées aux niveaux des instances de gouvernance locale telles que les conseils de quartier, les comités de développement sanitaire et les bureaux des conseils municipaux.

Comment voyez-vous l'avenir de Bruits de Tambours au Sénégal et dans la sous-région ?

L'avenir de Bruits de Tambours est prometteur au Sénégal et dans la sous-région, dans la mesure où le thème de la gouvernance interpelle tous les segments de la société (société civile, gouvernement, syndicats, etc.). De plus, la cible choisie, à savoir les jeunes et les femmes, représentent plus de la moitié de la population mais ne participent pas pleinement à la gestion de la cité.

Ce projet allie recherche, information et communication, et appui technique et financier pour la pleine participation des jeunes et des femmes à la gestion des ressources publiques. Ses méthodologies de travail, traduisant une approche innovante et intégrée, pourront également être utilisées pour la mobilisation sociale dans d'autres localités, à d'autres échelles, et même sur des thématiques différentes.



L'Éducation Complète à la Sexualité, un besoin et un droit pour les adolescent·e·s et les jeunes

L'ACCÈS AUX DROITS ET À LA SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR) EST IMPORTANT PARTOUT DANS LE MONDE

Dans certaines régions du monde, deux filles sur trois indiquent n'avoir eu aucune idée de ce qu'il leur arrivait lorsqu'elles ont eu leurs règles pour la première fois. Les complications liées à la grossesse et à l'accouchement représentent la deuxième cause de décès chez les filles de 15 à 19 ans (la première cause en Afrique de l'Ouest et du Centre) et seul·e·s 34 % des jeunes font preuve de connaissances précises sur le VIH et sa transmission. En France, en 2018, 20 % des jeunes de 15 à 24 ans estiment être mal informé·e·s sur le VIH et le sida. Ce chiffre est en hausse de 24 %

depuis 2007. Trop de jeunes reçoivent des informations confuses et contradictoires sur les relations et la sexualité lors du passage de l'enfance à l'âge adulte. Ces jeunes sont de plus en plus en demande d'information fiable. L'éducation complète à la sexualité (ECS) répond à cette demande. Elle leur permet de prendre des décisions éclairées sur leurs relations, leur vie affective et leur sexualité, et les aide à s'y retrouver dans un monde où les violences basées sur le genre (y compris sexuelles), les inégalités de genre, les grossesses précoces et non désirées, le VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles (IST) présentent des risques graves pour leur santé et leur bien-être.

L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ, UNE PRATIQUE À HAUT IMPACT

L'ECS est une manière d'aborder l'enseignement de la sexualité et des relations interpersonnelles (en milieu scolaire comme en milieu non-scolaire) adaptée à l'âge, culturellement pertinente, fondée sur une information scientifiquement précise et s'abstenant de jugements de valeur. Des éléments factuels significatifs montrant l'impact positif de l'éducation à la sexualité existent. Ils mettent en évidence le fait qu'elle contribue à :

- Limiter la désinformation et accroître les connaissances sur la santé sexuelle et reproductive
- Promouvoir une sexualité responsable (réduction de la fréquence des rapports sexuels non protégés, retard du début des rapports sexuels)
- Augmenter le recours à des moyens de contraception et de prévention contre le VIH et les IST
- Renforcer les valeurs et attitudes positives en lien avec la santé sexuelle et reproductive
- Développer la capacité des jeunes à prendre des décisions éclairées et à s'y conformer
- Favoriser la communication entre adultes et jeunes sur la santé sexuelle et reproductive

L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ, SA PROMOTION ET SON APPLICATION, UN DEVOIR PARTOUT DANS LE MONDE

De plus en plus d'organisations et de personnes sont convaincues de l'importance de doter les enfants et jeunes de connaissances précises et de qualité ainsi que de compétences en matière de DSSR qui vont au-delà des aspects biomédicaux pour leur permettre de faire des choix éclairés et respectueux de l'autre. La promotion de l'ECS participe également à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD), notamment l'objectif 3 pour la santé et le bien-être, l'objectif 4 pour une éducation de qualité, et l'objectif 5 pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Pourtant, la mise en œuvre de l'ECS fait face à de nombreuses résistances en raison du caractère tabou de la sexualité,

de malentendus, mais aussi, certainement, du fait de sa capacité transformative vers des sociétés plus égalitaires, plus inclusives et moins discriminantes envers les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+.¹ La promotion de l'ECS est au cœur de plusieurs actions d'Equipop. En Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), elle travaille avec ses partenaires à la création des conditions de son acceptabilité et de sa mise en œuvre. Dans ces régions, 64 % de la population a moins de 24 ans, 43 % des filles sont mariées avant 18 ans et la prévalence contraceptive des adolescentes et jeunes femmes de 15 à 24 ans n'atteint pas 15 %.

Le travail se déploie à trois niveaux :

1. Mobilisation régionale

Equipop et ses partenaires sont mobilisés pour une campagne régionale visant l'adoption d'un engagement ministériel sur l'ECS et les services de SSR adaptés aux adolescent·e·s et jeunes. Cette mobilisation passe, d'une part, par notre participation à l'instance de pilotage de la campagne multi-acteur·trice·s menée par l'UNESCO et l'UNFPA² et d'autre part, par l'organisation d'une campagne de plaidoyer et de communication dans le cadre du projet Change Lab (2018-2021) avec le réseau Alliance Droits et Santé et le Réseau ouest africain des jeunes féministes.

2. Appui aux actions de plaidoyer local des Organisations de la société civile

En Guinée et en Côte d'Ivoire, Equipop est partenaire du projet EDUCASSO (2018-2020) qui vise à une meilleure prise en compte de l'ECS dans les programmes scolaires en mettant les outils de la communication sociale au service de la mobilisation politique.

3. Appui institutionnel

Dans le cadre de son partenariat avec l'UNFPA, Equipop apporte son appui technique aux agences onusiennes bénéficiaires de l'Initiative Muskoka et à leurs partenaires pour, en Guinée par exemple, la mobilisation de ressources afin de financer la feuille de route ECS du pays.

1. Lesbienne, gay, bisexuel·le, transgenre, queer, intersexe, asexuel·le et +.

2. Fonds des Nations Unies pour la Population

“ Nous sommes convaincus que si nous ne répondons pas à la demande des jeunes de bénéficier d’une éducation complète à la sexualité de qualité, nous n’atteindrons pas les Objectifs de développement durable (ODD) que nous avons fixés pour 2030, ni la promesse de ne laisser personne pour compte. ”

Audrey Azoulay

Directrice générale de l’UNESCO

• **Que fait Equipop ?**

Promotion de l’ECS selon les principes directeurs révisés de l’UNESCO (voir encadré), création des conditions de son application et de son acceptabilité, appui aux acteurs et actrices concerné-e-s par sa mise en œuvre et sa dispensation (ministères, partenaires techniques et financiers, corps enseignants, OSC).

• **Pour qui ?**

Les enfants, adolescent-e-s et jeunes, adultes de demain.

• **Pourquoi ?**

Parce que l’éducation complète à la sexualité (basée sur les droits et axée sur l’égalité des genres) est une pratique à haut impact pour améliorer le bien-être et les DSSR de tous et toutes et en particulier des adolescent-e-s et jeunes, pour contribuer aux ODD et concourir à l’égalité femmes-hommes via la réduction des stéréotypes et des discriminations fondées sur le genre ou l’orientation sexuelle.

Les principes directeurs internationaux sur l’éducation à la sexualité

Les principes directeurs révisés présentent la sexualité de manière positive. Ils réaffirment que l’éducation sexuelle a toute sa place dans le cadre des droits humains et de l’égalité des genres, et rendent compte de la contribution de l’éducation sexuelle à la réalisation des ODD. Ils s’adressent à tout-e-s les professionnel-le-s participant à la conception, la mise en œuvre et l’évaluation des programmes d’éducation sexuelle dispensés dans les écoles comme à l’extérieur, notamment les ministères de l’éducation, de la santé, et autres ; les organisations non gouvernementales ; les travailleur-euse-s auprès des jeunes ; aux autres parties prenantes œuvrant dans les domaines de la qualité de l’éducation, de la santé sexuelle et reproductive, de la santé des adolescent-e-s et de l’égalité des genres.

Titre original : *International technical guidance on sexuality education – An evidence-informed approach*, Publié en 2018 par l’UNESCO, l’UNICEF, l’UNFPA, ONU Femmes, l’OMS et le Secrétariat de l’ONUSIDA. Le document est disponible à l’adresse suivante : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000266214>

Xavier Hospital, engagé pour une Éducation Complète à la Sexualité de qualité en Afrique de l'Ouest et du Centre

Xavier Hospital est
Conseiller régional en
éducation pour la santé,
en Afrique de l'Ouest et
du Centre, à l'UNESCO.



Quels sont, du point de vue de l'UNESCO, les principaux défis pour l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS) en Afrique de l'Ouest ?

Commençons par saluer les efforts des pays qui renforcent activement leurs programmes d'ECS. Ensuite, il faut bien reconnaître qu'en dépit des études soulignant ses avantages, beaucoup d'enfants et de jeunes de la région n'ont pas encore accès à une ECS de bonne qualité. Il y a plusieurs raisons à cela, dont la résistance de certains parents, enseignant-e-s ou des décideur-euse-s, résultant de malentendus sur la nature, le but et les effets de l'ECS. Au sein du secteur de l'éducation, on constate des lacunes dans l'analyse et la planification sectorielles, dans l'enseignement et l'apprentissage, et dans la coordination entre les secteurs. Les gouvernements nationaux ont besoin de stratégies appropriées pour intégrer l'ECS et les réponses à la violence de genre en milieu scolaire dans les plans sectoriels de l'éducation. Les enseignant-e-s doivent être mieux formé-e-s. Enfin, une meilleure collaboration avec d'autres secteurs, notamment celui de la santé, est nécessaire pour garantir l'accès des jeunes à des services appropriés.

L'UNESCO et l'UNFPA sont en train d'impulser un mouvement en faveur de l'ECS en Afrique de l'Ouest et du Centre : pouvez-vous nous présenter cette campagne ?

On rencontre de plus en plus de responsables nationaux reconnaissant le rôle que peut jouer l'ECS pour créer des citoyen-ne-s en bonne santé, éduqué-e-s et à même de contribuer au bien-être économique et social de leur société. Ces responsables ont besoin qu'un

cadre politique favorable leur permette de passer à l'échelle des programmes d'ECS de bonne qualité, raison pour laquelle l'UNESCO et l'UNFPA ont lancé le processus vers un engagement des ministres de l'éducation et de la santé pour l'ECS et les droits et la santé sexuels et reproductifs en Afrique de l'Ouest et du Centre. Plusieurs organisations régionales se sont réunies au sein d'un Groupe de travail technique pour conduire le processus d'engagement. Il s'agit d'agences des Nations unies, des communautés économiques régionales, de réseaux de jeunes, de la coopération bilatérale et bien sûr d'organisations de la société civile telles qu'Equipop.

D'après-vous quelle est la place des organisations de la société civile et de structures comme Equipop dans cette dynamique régionale ?

Il faut mobiliser un grand nombre d'acteurs et d'actrices et des structures comme Equipop jouent un rôle très important dans le processus d'engagement de la région. Leur connaissance du terrain et des acteur-rice-s les place en bonne position pour identifier des partenaires stratégiques, pour orienter et conduire des activités de plaidoyer, pour s'assurer que la voix de la société civile soit bien entendue dans les processus de consultation et pour garantir que les enjeux importants ne soient pas oubliés. Au niveau national, des organisations comme Equipop peuvent renforcer la coordination entre partenaires, élément très important pour conduire un plaidoyer et des programmes d'ECS cohérents et placés sous l'égide des gouvernements nationaux.



02

Mobiliser

Equipop mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.



Here and Now

W
T



Women 7 2019 : construire un plaidoyer féministe

Saisissant l'opportunité de la présidence française du G7, Equipop a intensifié son plaidoyer en faveur d'une intégration de l'égalité femmes-hommes au cœur des politiques publiques. L'association a ainsi contribué à fédérer divers mouvements féministes à travers le « Women 7 » qui rassemble des activistes françaises, d'autres pays du G7 et d'Afrique de l'Ouest. Le point d'orgue de cette mobilisation aura été le sommet W7, organisé à Paris le 9 mai 2019 et rassemblant 400 participant·e·s du monde entier.

La France détient la présidence du G7 du 1er janvier au 31 décembre 2019. Pour Equipop, dès l'été 2018, cette perspective a constitué une opportunité de plaider qui s'est ensuite accompagnée du déploiement d'une campagne de communication. Avec, en parallèle, un objectif de contribuer à la structuration de réseaux féministes qui n'ont actuellement pas la possibilité de travailler ensemble.

OBJECTIFS DE PLAIDOYER : LE G7 ET AU-DELÀ

Avant l'été 2018, l'enjeu prioritaire était de faire émerger le sujet de l'égalité femmes-hommes comme une priorité de la présidence française du G7 à venir. Equipop, en collaboration avec CARE France, a donc lancé une mobilisation au niveau français, à partir d'une matinée d'échanges à l'Assemblée nationale en octobre. Il s'agissait de rassembler des ONG de développement, donc tournées vers l'international, et des associations féministes œuvrant sur le territoire français. En janvier, la France a annoncé un G7 dédié à la lutte contre les inégalités, celles entre les femmes et les hommes étant affichées comme un angle prioritaire. Le premier objectif atteint, la seconde étape pouvait commencer : conduire un plaidoyer consistant afin que cet affichage politique mène à des engagements concrets. Equipop a donc activement contribué au dialogue avec les autorités sur chaque thématique abordée par le G7 (santé, développement, éducation, affaires étrangères, etc.) dans le cadre des rencontres dites ministérielles, destinées à préparer le sommet des chefs d'Etat d'août 2019 à Biarritz.

Cependant, cette démarche ne s'arrête pas à l'horizon du G7. L'année de présidence française est plutôt envisagée comme une opportunité à plus long terme de contribuer à l'émergence de politiques publiques féministes. Ainsi, de nombreux rendez-vous internationaux ont été inscrits dans la même dynamique : la conférence Women Deliver à Vancouver en juin 2019 et la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme à Lyon en octobre, ou encore le Sommet de

Nairobi pour célébrer les 25 ans de la conférence internationale pour la population et le développement, en amont de laquelle avait été créée Equipop.

UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION FÉMINISTE

Au printemps 2019 a été lancée une campagne, en français et en anglais, s'appuyant sur le site www.feministscount.org et les réseaux sociaux « Women 7 official ». Cette initiative permet une sensibilisation à plus grande échelle sur les enjeux liés à l'égalité femmes-hommes, mais également de rendre plus visibles les messages de plaidoyer à des moments-clés des processus de décision du G7 2019. Enfin, la déclinaison des messages de cette campagne par chaque association membre du W7 avait aussi pour but de montrer la diversité des actions menées par les mouvements féministes en France et à travers le monde.

Cette campagne démontre aussi que, malgré cette diversité qui dans l'absolu est une richesse, mais qui pourrait rendre l'approche de plaidoyer vis-à-vis des pouvoirs publics moins nette, les associations membres du W7 ont su se rassembler autour de deux demandes communes : l'augmentation des financements pour les associations féministes, et une participation pleine et effective des femmes et des filles aux instances de décision.

L'AFRIQUE DE L'OUEST À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS

Tout au long de l'année, Equipop a travaillé à faciliter la participation de jeunes militantes féministes d'Afrique de l'Ouest au sein de l'ensemble de ces processus. La première étape avait été la prise de parole d'Hadja Idrissa Bah, fondatrice et présidente du Club des jeunes filles leaders de Guinée, devant les sherpas G7 à Lyon en février.

“ En Guinée et dans toute l'Afrique de l'Ouest francophone, des jeunes filles féministes comme moi, victimes de toutes ces violences, haussent le ton. Nous sommes en première ligne de la lutte pour les droits des jeunes filles, nous sommes les premières concernées. Mais notre ambition est trop grande pour mener ce combat seules. Il ne s'agit pas que de nous, il s'agit aussi de vous, et de la société dans laquelle nous voulons vivre. ”

Hadja Idrissa Bah

devant les sherpas à Lyon, 5 février 2019

• Que fait Equipop ?

Equipop impulse une dynamique pour fédérer les associations féministes dans le cadre d'un plaidoyer visant les travaux du G7 et au-delà.

• Pour qui ?

Pour les femmes et les filles écartées des processus décisionnels, et pour l'équilibre de l'ensemble de nos sociétés.

• Pourquoi ?

Parce qu'il y a un besoin de renforcer les espaces de coordination entre activistes féministes à travers le monde et particulièrement en Afrique de l'Ouest.

LE SUCCÈS DU SOMMET W7 À PARIS

Le sommet Women 7 aura été le temps fort de ces mobilisations. Tenu le 9 mai 2019, l'événement a réuni, au siège de l'UNESCO à Paris, plus de 400 représentant·e·s de la société civile féministe des pays du G7 et de pays en développement. La journée d'échanges a mis en lumière les défis qu'il faut relever de façon prioritaire et a donné lieu à une couverture médiatique importante. Enfin, et surtout, la journée s'est clôturée par deux échanges primordiaux : l'un avec les membres du Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes du G7, à la composition prestigieuse, et l'autre avec les ministres de l'égalité femmes-hommes du G7 qui ont reçu des mains d'une quinzaine de féministes venant d'une dizaine de pays les recommandations officielles du W7 pour un G7 réellement féministe. Le travail se poursuivra au-delà de 2019 !

Hadja Idrissa Bah, ambassadrice des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest au G7

Hadja Idrissa Bah
est Présidente du
club des jeunes filles
leaders de Guinée et
membre du Réseau
des jeunes féministes
d'Afrique de l'Ouest.



*Pourquoi cela a-t-il du sens de s'impliquer
dans le processus du G7 cette année ?*

Nous, jeunes féministes, sommes le sujet du G7 de cette année, puisque la priorité affichée du G7 est l'égalité entre les femmes et les hommes. Il y a des associations féministes partout dans le monde et le fait de nous donner la parole pendant le processus du G7 est très important. Il est indispensable de nous écouter, nous, les concernées, qui connaissons les problématiques et difficultés auxquelles nous faisons face et sommes les mieux placées pour délivrer les messages que les décideur-se-s doivent entendre. Nous sommes très contentes d'être parmi ces grandes personnalités du monde entier et de prendre la parole au nom des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest et surtout de relayer les messages du réseau. Toutes les priorités qui ont été défendues devant les autorités du G7, lors du Sommet Women 7 notamment, sont celles du réseau : comment accompagner les jeunes féministes, comment nous donner plus de voix afin que nous puissions dire ce qui ne va pas et les solutions qu'il faut trouver.

*Qu'est-ce que le Mouvement Women 7
permet ou facilite pour des féministes
comme vous ?*

Le W7 nous permet d'avoir des contacts avec les personnes qui évoluent dans le même domaine partout dans le monde et de nous faire connaître. Ainsi, les associations féministes du monde entier savent que, oui, il y a un combat en Afrique de l'Ouest qui est mené.

Elles savent qu'il y a des jeunes féministes très engagées qui veulent mettre fin aux violences dont sont victimes les femmes et qu'il faut absolument les écouter. Ce mouvement permet aussi de faire porter la voix des jeunes féministes. Lors du Sommet W7, notre parole a été acclamée, parce qu'elle venait de nos cœurs. On parle de notre vécu et notre volonté est une volonté d'action. Agissons, tout le monde veut conjuguer le même verbe. On ne veut plus de discours, on veut des actes.

*Quels messages les féministes d'Afrique
de l'Ouest souhaitent-elles porter
collectivement ?*

Au G7, nous souhaitons porter deux grands messages. Le premier est : donnez la parole, écoutez et prenez en compte les recommandations des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest francophone. Le second message est la demande de financements pour les associations féministes que nous sommes. On mène un combat quotidien. On rencontre des difficultés, on manque de moyens, on fait souvent du bénévolat, etc. Il faudrait penser aux jeunes féministes de l'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin pour que ce combat soit global, c'est d'un accompagnement technique et financier.



Amplifier la voix des mouvements féministes en Afrique de l'Ouest

Equipop est convaincue qu'un développement juste et durable pour tous et toutes ne peut se faire que grâce au combat pour les droits des femmes. Ainsi, pour l'ONG, la nécessité d'une collaboration avec les militant·e·s féministes d'Afrique de l'Ouest s'est établie comme une évidence, concrétisée en 2018 par un partenariat fructueux avec des représentant·e·s des mouvements féministes ouest-africains.

LES JEUNES FÉMINISTES D'AFRIQUE DE L'OUEST : DES ACTEURS ET ACTRICES-CLÉS

Chaque jour en Afrique de l'Ouest, des militant·e·s, groupes et mouvements engagés travaillent sur les réseaux sociaux, dans les communautés, ou dans les milieux associatifs nationaux, pour promouvoir l'égalité femmes-hommes, lutter contre les violences basées sur le genre, défendre le droit des femmes et des filles à disposer librement de leurs corps et encourager les jeunes filles à revendiquer leurs droits. Collaborer avec ces personnes engagées et féministes et leur apporter notre soutien à différents niveaux s'inscrit naturellement dans la démarche d'Equipop, centrée sur la participation des femmes et des jeunes et le soutien aux initiatives locales.

CRÉER DES ESPACES DE DISCUSSION POUR CES MILITANT·E·S

Consciente de l'importance de renforcer les liens et les solidarités entre des militant·e·s qui, bien que vivant dans des contextes avec des spécificités propres, font face à certaines problématiques communes, Equipop a souhaité réunir une trentaine d'activistes féministes d'Afrique de l'Ouest francophone. S'est ainsi tenue à Ouagadougou, du 27 au 30 novembre 2018, une rencontre d'échanges, à laquelle ont participé 28 militant·e·s féministes du Bénin, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Mali, de Mauritanie, du Niger, et du Sénégal.

Au cours de ces quelques jours, ces jeunes ont pu échanger sur leurs expériences et leurs engagements et s'organiser collectivement.

“ C’est une opportunité de rencontrer d’autres femmes féministes, d’apprendre de leurs expériences et surtout de réfléchir ensemble sur des stratégies que nous pouvons mettre en place pour faire porter nos voix. ”

Irmine Ayinhouton

Cet atelier leur a permis de s'accorder sur les messages principaux à porter collectivement, tant au niveau international que dans leurs contextes locaux. Les participant·e·s ont aussi participé à un Equipop Lab pour créer des actions de mobilisation innovantes et participatives, en particulier dans le cadre du G7 de 2019.

Les 5 revendications principales des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest

1. Nous, jeunes féministes, souhaitons que le pouvoir de disposer librement de son corps soit promu	2. Nous, jeunes féministes, souhaitons que le pouvoir de savoir des femmes soit promu	3. Nous, jeunes féministes, souhaitons que le pouvoir économique des femmes soit promu (valorisation du travail des femmes et égalité salariale)
4. Nous, jeunes féministes, souhaitons que le pouvoir économique des organisations de femmes soit facilité (allocation budgétaire suffisante pour promouvoir des sociétés égalitaires)	5. Nous, jeunes féministes, souhaitons que le pouvoir politique des femmes soit promu	

INTERPELLER LES DÉCIDEURS ET DÉCIDEUSES POLITIQUES DU G7

Après le virage résolument féministe du G7 canadien, la tenue en 2019 du G7 en France était une opportunité pour faire entendre les voix de ces jeunes femmes engagées dans leurs pays pour défendre leurs droits.

Depuis novembre 2018, Equipop a donc accompagné les jeunes féministes dans la mise en œuvre du plan d'action créé pendant l'atelier. Ces activités de mobilisation sociale et politique avaient pour objectif premier d'interpeller les décideurs et décideuses politiques du G7. Les jeunes féministes souhaitaient également sensibiliser une communauté, à la fois ouest-africaine et internationale, sur l'importance de porter les sujets liés aux droits des femmes et des filles au niveau des négociations internationales, pour demander plus d'engagements et plus de moyens financiers.

REPLACER LA VOIX DES JEUNES FÉMINISTES AU CŒUR DES ESPACES DE DÉCISION

La prise en compte des voix féministes dans la construction des politiques publiques et la prise d'engagements politiques, au niveau local, régional, ou international, est un levier de transformation important. Ces voix, particulièrement celles venant des pays d'Afrique de l'Ouest, sont pourtant rarement prises en compte ou invitées à s'exprimer, y compris lorsque les décisions prises les concernent.

“ Ma voix compte et la voix de mes sœurs compte. Écoutez-nous, nous avons notre mot à dire sur ce qui nous concerne. ”

Néné Fatou Maricou

• Que fait Equipop ?

Equipop soutient et accompagne un groupe de militant·e·s féministes d'Afrique de l'Ouest pour faire entendre leurs voix sur la scène internationale et notamment dans le cadre du G7.

• Pour qui ?

Un groupe composé de 28 militant·e·s féministes ouest-africain·e·s qui a vocation à grandir.

• Pourquoi ?

L'objectif final est de mettre les jeunes femmes d'Afrique de l'Ouest, et plus précisément les militantes féministes, au cœur des instances de décision, notamment quand celles-ci les concernent directement.

Rétablir la possibilité pour les jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest d'intervenir et d'exprimer leurs vécus, leurs besoins et leurs revendications dans les processus décisionnels est l'une des priorités d'Equipop.

Au cours de l'année 2019, celles-celles-ci ont pu intervenir à de nombreuses reprises lors d'événements de haut niveau comme le Sommet Women 7 à Paris en mai 2019. Des rencontres avec des personnalités politiques-clés ont également eu lieu comme la participation d'une des membres du groupe à une rencontre avec les sherpas du G7 en février. À chaque rencontre, les jeunes féministes ont pu transmettre les messages du collectif et parler d'une même voix.

Cornélia Glèlè, militante féministe béninoise

Cornélia Glèlè est
membre du Réseau
des jeunes féministes
d'Afrique de l'Ouest,
du Réseau Ouest
Africain des Jeunes
Femmes Leaders et de
l'association EcranBenin.



Pouvez-vous nous présenter le Réseau des jeunes féministes ouest-africain-e-s ?

Le Réseau des jeunes féministes ouest-africain-e-s est un creuset de jeunes engagé-e-s pour les droits des femmes, dans différents pays d'Afrique de l'Ouest. On s'est réuni-e-s pour la première fois en novembre 2018 à Ouagadougou, grâce à Equipop. On a décidé de travailler ensemble afin de rendre meilleures les conditions de vie des femmes dans notre communauté ouest-africaine, mais également à ce que notre voix porte lors du G7 2019, présidé par la France. Pour y arriver, nous avons mis en place 4 projets : un vlogging, un happening, un twittathon et une vidéo d'influenceur-euse-s.

En quoi cet espace d'échange sous-régional peut-il s'articuler avec vos engagements aux niveaux nationaux ?

Cet engagement sous-régional nous permet d'évaluer où en sont les autres pays en matière de droits des femmes et de mener des activités dans nos pays respectifs. Je prends l'exemple du projet happening : il sera exécuté dans plusieurs pays, dont le Bénin (mon pays). Ce projet a pour but de dénoncer les différentes violences que subissent les femmes à travers des prestations de slam. C'est donc un projet sous-régional, mais qui impacte directement chaque pays membre du creuset.

Quels sont vos principaux combats ?

Au sein du Réseau des jeunes féministes ouest africaines nous avons cinq grands combats. Nous voulons que chaque femme ait le droit de disposer de son corps comme

elle l'entend, notamment qu'elle puisse décider de quand et de combien d'enfants avoir. Nous voulons que les filles, quel que soit leur milieu d'habitation, aient accès à une éducation de qualité, dans un environnement sécurisé. Nous voulons que la règle « à travail égal, salaire égal » soit une réalité et que les travaux exécutés par les femmes soient rémunérés à leur juste valeur. Nous voulons que la part réservée aux femmes dans les budgets de nos États soit revue. Enfin, nous voulons que des femmes accèdent aux postes de décision. Les femmes connaissent mieux les problèmes des femmes. On ne peut pas continuer à laisser des hommes décider si, oui ou non, on a le droit de faire des enfants ou de travailler. Nous voulons décider pour nous-mêmes et donner un peu de repos à ces messieurs qui ont toujours fait le job, mais qui n'ont pas réussi à changer grand-chose.

Qu'est-ce que c'est pour vous, être féministe en Afrique de l'Ouest ?

Ici, les gens ne comprennent malheureusement pas qu'un-e féministe, c'est une personne qui a envie que le monde soit plus juste. Assumer son statut de féministe, c'est accepter de se mettre à dos toute une population encore misogyne. Et moi, je n'ai pas honte, je l'assume. Autant que les hommes, les femmes ont besoin d'être épanouies et de ne pas vivre pour les autres ou dans des réalités culturelles qui ne leur permettent pas d'avancer (l'excision ou les mariages forcés par exemple). C'est d'ailleurs parce qu'il y a encore toutes ces inégalités à corriger que nous, les féministes ouest-africaines, avons une raison légitime d'exister.

03

Accompagner

Equipop accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.



PROJET

*ChangeLab : Développer les capacités
des OSC pour un plaidoyer plus efficace en faveur
de la Planification Familiale en Afrique de l'Ouest*

APPEL À PROJETS

**Sélection et financement
de Projets d'Amélioration
Prioritaire (PAP)**

—

***Fonds Développement
Organisationnel***

Deux nouveaux mécanismes de financement pour renforcer l'impact social et politique de la société civile en Afrique de l'Ouest

Equipop, croyant en la force collective de ses partenaires associatifs pour accélérer le changement social et politique en Afrique de l'Ouest, a développé ces derniers mois deux nouveaux mécanismes de financement souples et innovants : le Fonds Innovation et le Fonds d'appui au Développement Organisationnel.

Ces deux Fonds complémentaires permettent aux organisations locales d'accroître leurs capacités à mettre en œuvre des actions collectives pertinentes et innovantes à haut impact potentiel de changement social et politique ainsi que de renforcer leur organisation afin d'améliorer la qualité des actions conduites et de renforcer leur positionnement à l'échelle nationale et sous-régionale. L'appui financier proposé par Equipop à travers ces fonds est étroitement articulé à un appui technique continu. Par exemple, les projets collectifs financés par le Fonds Innovation sont incubés à travers les Labs d'incubation Equipop Lab, et les associations financées par le Fonds d'appui au Développement Organisationnel ont été précédemment accompagnées à la démarche qualité et à la réalisation d'auto-diagnostic organisationnel à l'aide de l'outil d'évaluation qualité SCAN adapté et développé par Equipop à partir du référentiel de l'European Foundation for Quality Management (EFQM).

LE FONDS INNOVATION

Le mécanisme du Fonds Innovation donne aux associations partenaires la souplesse et le temps nécessaire à la création collective de projets, à travers l'échange de savoir et la concertation multi-acteurs. Il leur donne la possibilité de construire des projets pertinents par rapport aux enjeux spécifiques des contextes nationaux, favorise l'appropriation et facilite la mise en œuvre des actions.

Six projets sont actuellement financés par ce Fonds Innovation, dans le cadre du projet Change Lab et visent à améliorer les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) des jeunes via la mobilisation sociale et politique. Doté, dans le cadre de ce projet, d'une enveloppe de 840.000 euros, le fonds finance actuellement un projet collectif par pays au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal pour une durée d'environ 18 mois, sur la période 2019-2021. Chaque projet est porté par un consortium d'associations nationales.

Suite à un appel à candidatures lancé dans chaque pays éligible, ce sont des comités composés d'associations du réseau Alliance

Droits et Santé, spécialisées en DSSR, membres de mouvements de jeunes et de femmes qui, aux côtés d'Equipop, ont sélectionné les consortiums.

Exemples de projets financés par le Fonds Innovation

- **Projet Bénin** : #OnDoitAgir fera entendre les voix des jeunes à travers une collecte photographique des obstacles qui les privent de l'accès aux informations et services en matière de contraception.
- **Projet Sénégal** : le projet participera à orienter les financements domestiques vers les Droits et la Santé Sexuels et Reproductifs des Adolescent·e·s et Jeunes (DSSRAJ) en mobilisant le secteur privé à travers notamment un *Hackathon* sur cette thématique.
- **Projet Burkina** : le projet mettra en place un système de collecte de témoignages de victimes ou de témoins de violations des droits des jeunes à l'accès à des informations et des services de qualité en matière de santé de la reproduction.
- **Projet Niger** : le projet créera un véritable mouvement citoyen pour la déconstruction des mythes en matière de natalité et de conjugalité.
- **Projet Mali** : le projet visera le développement d'actions de communication et de plaidoyer portées par les jeunes en situation de vulnérabilité avec le soutien des griots.
- **Projet Côte d'Ivoire** : le projet mettra en avant les réalités vécues par les jeunes à travers la vidéo afin que la société, les politiques et les agent·e·s de santé prennent conscience du vécu des jeunes, de leurs besoins et de l'urgence d'agir de manière adéquate.

Un accompagnement administratif et financier en amont des projets via l'organisation d'un audit destiné à vérifier l'éligibilité des OSCs au fonds et avant le rendu des rapports financiers finaux.

Un appui technique à des consortia d'OSC SR, Jeunes, droits des femmes pour l'écriture de projets de mobilisation sociale et politique sur DSSRAJ.

Un appui technique durant le projet, pour faciliter le suivi et la capitalisation.

A ◀-----▶ Z

LE FONDS D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL (FONDS DO)

Le Fonds d'appui au Développement Organisationnel (Fonds DO) soutient les initiatives de ses partenaires, dans leur démarche de structuration, de professionnalisation et d'amélioration continue. La gouvernance de ce fonds est là aussi participative et les associations locales contribuent activement à la sélection des projets financés.

Lors du premier comité d'attribution, 13 projets d'amélioration prioritaires ont été financés pour un montant total de plus de 88 000 euros. Un deuxième comité d'attribution sera organisé courant 2019.

Les projets financés sont de plusieurs types : élaboration d'un plan de développement, mise en œuvre d'une stratégie de communication, accompagnement à la mobilisation de ressources financières, mise en place d'une politique de gestion des ressources humaines, développement d'une stratégie de plaidoyer, réalisation de capitalisation des activités, renforcement du système de suivi et évaluation, acquisition de logiciel comptable... Autant d'actions qui peuvent être clés pour le développement et le bon fonctionnement d'une structure mais que de nombreuses associations ne peuvent pas conduire, faute de financements spécifiques et de temps à leur dédier.

Ce nouveau mécanisme de financement, en sortant des schémas classiques de financement de la société civile locale en Afrique de l'Ouest, favorise l'émergence et la construction d'une société civile forte, dont la voix compte pour accélérer le changement social et politique.

• Que fait Equipop ?

Equipop accompagne techniquement et financièrement les associations d'Afrique de l'Ouest.

• Pour qui ?

Pour les membres d'Alliance Droits et Santé et pour tout autre partenaire d'Equipop partageant les mêmes valeurs et la même mission.

• Pourquoi ?

Pour nourrir les avancées politiques et sociales en renforçant la contribution d'une société civile vivante, solide et capable de porter des actions collectives de qualité.

Rolland Agbessi, pour une meilleure gouvernance de la société civile ouest- africaine

Rolland Agbessi est
Directeur Exécutif du
Scoutisme Béninois,
membre d'Alliance Droits
et Santé.



En quoi un appui spécifique en matière de développement organisationnel (DO) est précieux pour votre structure ?

Au Scoutisme Béninois, nous nous sommes donné pour défi de porter notre organisation au rang des meilleures, en matière de bonne gouvernance et de gestion et de façon générale, dans notre sous-région. Pour y arriver, nous avons conscience qu'il faut des efforts qui peuvent appeler à faire des réformes institutionnelles profondes, à changer nos habitudes, etc. Loin, donc, des engagements en matière de mobilisation de ressources et de mise en œuvre des projets communautaires qui nourrissent notre quotidien, le DO apparaît comme une solution adaptée à ce besoin spécifique de connaître ses points forts et de travailler à renforcer ses points d'amélioration. Grâce au DO, le Scoutisme Béninois, en août 2018, a été certifié par la Société SGS à l'outil GSAT 2.0 – outil d'évaluation du soutien global, norme de qualité propre à l'organisation mondiale du mouvement scout – comme l'une des meilleures organisations scout au monde en matière de bonne gouvernance et la première en Afrique francophone.

Jusqu'à présent, qu'avez-vous réussi à faire grâce à cet appui ?

À ce jour, grâce au DO, le Scoutisme Béninois a pu mettre en œuvre 5 Projets d'Amélioration Prioritaire. Ils ont, notamment, permis de procéder à l'élaboration de notre plan stratégique et opérationnel 2016-2019 et à la mise en place d'une stratégie de communication.

Nous avons également été en mesure, avec le DO, de procéder à l'élaboration d'un manuel de gestion administrative et financière, et avons pu acquérir un logiciel comptable.

Comment voyez-vous la suite du processus ?

Nous pensons que le défi est de pouvoir faire profiter aux organisations membres de l'Alliance Droits et Santé, comme aux membres individuels, les acquis et autres expériences développées dans le cadre de l'engagement de chacune de nos organisations au processus DO. La systématisation de la capitalisation et le partage des expériences peut être une voie à suivre. L'avenir ne peut pas être envisagé sans le DO car, comme le dit le sage, parvenir au sommet n'est pas le problème, c'est de pouvoir rester au sommet qui est le défi.

Ainsi, l'existence d'un Fonds DO, la mise en place prochaine de la certification qualité et l'appui continu d'Equipop dans la conduite de nouvelles auto-évaluations, la mise en œuvre des Projets d'Amélioration Prioritaire, etc. permettront de relever ce défi.

Comment appréciez-vous le nouveau rôle des Organisations de la Société Civile dans la gouvernance du Fonds DO ?

L'une de nos valeurs au sein de l'Alliance est la transparence. Nous saluons, en ce sens, l'ingénieuse idée de l'implication, à tous les niveaux, des organisations membres de l'Alliance à l'attribution des Fonds DO.



Equipop Labs : outiller les intelligences collectives

Convaincue du potentiel transformatif que représente l'action collective et multidisciplinaire, depuis 2017, Equipop a choisi d'étendre son offre d'accompagnement des acteur·rice·s de changement à travers une nouvelle méthodologie d'appui à la construction de projet, déployée au sein de son Fonds Innovation : les Equipop Labs.

LES EQUIPOP LABS, C'EST QUOI ?

Conçus en partenariat avec des spécialistes de la méthodologie du Design Thinking, les Equipop Labs sont des espaces d'incubation de projet, développés dans le but de permettre à des organisations de la société civile (OSC), des institutions ou tout autre acteur·rice agissant en faveur du respect, de la protection et de la mise en œuvre des Droits et de la Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR), de prendre le temps de réfléchir et de créer des actions collectives. Le déploiement des Equipop Labs se fait en trois grandes étapes résumées dans le schéma ci-dessous :



1. Pré-incubation



Analyse de contexte



« Penser » les synergies et l'action collective



2. Atelier d'incubation



Accord sur le problème traité par le projet



Création en synergie



3. Écriture

1. La préparation de l'incubation : développer une compréhension fine et partagée du contexte et des forces en présence

Conduite par Equipop en collaboration avec ses partenaires, cette analyse de contexte permet de faire le point sur les enjeux dans chaque territoire, d'identifier les manques à combler, les synergies à construire ainsi que les parties prenantes dont le savoir-faire et le positionnement seront utiles pour la création de projet.

2. La phase d'incubation : outiller les intelligences collectives

À travers la méthodologie du Design Thinking, il s'agit de réunir diverses expertises durant un atelier d'une semaine, en moyenne, pour créer des actions communes. Pour ce faire, la phase d'incubation s'articule autour :

- 1 - de l'identification collective d'un enjeu central sur lequel il sera clé d'agir,
- 2 - de la réflexion sur comment adresser cet enjeu à travers le projet incubé,
- 3 - du prototypage de la solution retenue, de son test et de son affinage afin de l'améliorer.

3. Écriture

Enfin, une fois la phase d'atelier d'incubation terminée, les structures en charge du futur projet s'attèlent à en finaliser l'écriture sur la base des échanges de l'atelier.



“ Je voudrais reconnaître combien l’accompagnement et la collaboration avec Equipop a aidé mon organisation à être plus forte aux niveaux institutionnel et technique et sur le plan de la mobilisation de ressources, et de l’influence sur les politiques nationales, locales et sous-régionales. Dans notre histoire, nous n’avons jamais connu une telle qualité d’accompagnement. Je suggère que la démarche de réseautage impulsée par Equipop à travers l’Alliance Droits et Santé soit étudiée, capitalisée et partagée comme réussite avec le reste du monde. ”

Mody Ndiaye

Directeur des programmes de l’ONG Jeunesse et Développement

UNE APPROCHE PERMETTANT DE REVISITER LA NOTION DE PARTENARIAT

Le financement des projets incubés est assuré par le Fonds Innovation. Le dispositif mis en place par Equipop a ainsi vocation à détailler la phase de conception de projet - qui nécessite temps et concertation - de la phase de recherche de financements. Lorsque ces deux phases sont associées, elles peuvent avoir tendance à freiner la création de diagnostic partagé et de réflexion collective, éléments pourtant clés pour « penser l’innovation ».

Ainsi, organiser les Equipop Labs, c’est mettre en place les conditions de réunion d’une pluralité d’acteur·rice·s et différents types d’expertises dès la phase de conception de projet. Partenaires du gouvernement, société civile, parlementaires, jeunes, expert·e·s du système des Nations unies, enseignant·e·s, chercheur·euse·s, journalistes sont invité·e·s à mettre en commun leur connaissance

approfondie d’un territoire et des besoins de publics cibles sur lesquels il est clé d’agir. Cette mise en commun facilite l’émergence collective de solutions transformatives. Elle permet de faire le bilan des initiatives existantes, d’évaluer ce qui fonctionne bien ou moins bien et d’organiser un projet dans un cadre facilitant. Cette mobilisation dès l’étape de conception a l’avantage d’ancrer le projet dans un territoire, de créer de nouvelles dynamiques partenariales et de garantir une meilleure appropriation du futur projet par les différentes parties prenantes qui auront un rôle à jouer dans sa mise en œuvre.

UNE APPROCHE TRANSVERSALE

Après deux années de déploiement, la transversalité de la méthodologie se confirme à travers la richesse des projets incubés et un champ d’application assez large des Equipop Labs. Les projets incubés dans la plupart des pays mêlent activités d’appui au développement du leadership des jeunes, mobilisation

citoyenne à travers des alliances avec le secteur artistique et les médias et actions ciblées de plaidoyer. Ces actions ont vocation à renforcer et assurer le respect et la mise en œuvre des engagements nationaux en faveur des DSSR des adolescent-e-s et des jeunes. Quant au champ d'application, les Equipop Labs ont été, jusque-là, appliqués dans différents contextes, des plus simples aux plus complexes, et sur des actions/projets aussi bien de mobilisation sociale, politique que communautaire notamment. Une quinzaine d'Equipop Labs ont été conduits pour des projets portés aussi bien par des groupes de jeunes, des consortiums d'associations que des institutionnels comme des agences onusiennes.

• Que fait Equipop ?

Appui à la sélection des porteurs de projet, étude des contextes institutionnels, recensement des pratiques inspirantes, veille thématique et vulgarisation des résultats de recherche, organisation et animation d'ateliers d'incubation, accompagnement à la formalisation des projets, appui technique à la mise en œuvre, formation et appui au suivi et à la capitalisation.

• Pour qui ?

Des groupes d'acteurs et d'actrices du changement venant d'horizons variés (OSC, institutions nationales et internationales, groupes de jeunes etc.).

• Pourquoi ?

Pour soutenir les OSC et les partenaires au développement à innover en faveur des droits et de la santé des femmes et des jeunes.



Mody Ndiaye, convaincu par les Equipop Labs

Mody NDIAYE
est Directeur des
programmes de
l'ONG Jeunesse et
Développement.



En quoi la méthodologie du Lab d'incubation qui s'est tenu à Dakar pour l'incubation du projet Change Lab était-elle participative ? Adaptative ?

La méthodologie pour l'incubation du projet Change Lab au Sénégal était participative, adaptative, inclusive, démocratique et répondait à tous les critères de redevabilité mutuelle. Pensée avec Equipop et les membres de l'Alliance Droits et Santé, elle vise des changements politiques, stratégiques et structurels favorables aux Droits et à la Santé Sexuels et Reproductifs au niveau sous-régional comme au niveau de chaque pays membre, selon son contexte et ses défis prioritaires, le tout en parfaite congruence. L'incubation du projet Change Lab au Sénégal a été précédée d'une mission de préfiguration, pour mieux comprendre le contexte de la Santé Reproductive et de la Planification Familiale (SR/PF) et les défis à relever pour le bien-être des adolescent·e·s et jeunes. Toutes les catégories d'acteur·rice·s ont été impliquées (Etat, collectivités territoriales, secteur privé, OSC, leaders communautaires et d'opinion, personnes exclues, etc.). Il en est ressorti la priorité de renforcer la société civile dans la mobilisation de ressources domestiques pour le financement de la SR/PF. Un appel à manifestation d'intérêt et un mécanisme transparent ont été mis en place pour sélectionner un consortium d'associations par pays. Le Lab d'incubation a mobilisé toutes les parties autour de l'élaboration du projet pays. Cette méthodologie, saluée par la quasi-totalité des acteur·rice·s, est adaptée, car elle favorise les expressions plurielles et garantit la redevabilité entre Equipop, les membres de l'Alliance Droits et Santé et les parties prenantes du processus. Une

démarche pareille doit inspirer les consortia ou réseaux qui partagent les mêmes défis.

Quel est votre meilleur souvenir dans le cadre des labs ?

Mon meilleur souvenir a été l'étape des prototypes et des storyboarding dans la construction du projet avec l'approche orientée changement (AOC). Je me suis senti en laboratoire d'incubation comme au préscolaire. En tant que formateur, l'approche m'a inspiré pour revoir et ré-adapter mes outils. Cette approche permet de changer de paradigme et de mesurer l'incidence de notre action sur les différents partenaires. Pour l'anecdote, c'est devenu mon passe-temps avec mes enfants à la maison : nous allons prototyper ensemble notre maison.

En quoi le projet du Sénégal est-il innovant et porteur pour l'Alliance au Sénégal ?

Le projet touche un domaine complexe et difficilement accessible : la mobilisation de ressources domestiques pour financer la SR/PF. Il a été construit avec une vision clairement définie d'un futur désiré et s'appuie sur des outils et méthodes encore assez peu utilisé·e·s dans notre environnement, comme le design thinking, les e-campagnes sur les réseaux sociaux, les hackathons ou les dîners de gala. Il s'agira de valoriser des entreprises du secteur privé championnes de la SR/PF et d'incuber des projets co-financés par le secteur privé et les collectivités territoriales. Construit avec toutes les catégories d'acteur·rice·s et avec un accompagnement de qualité d'Equipop, ce projet apportera de la plus-value dans le contexte du financement de la planification familiale.

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Equipop travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes dans le monde, élément essentiel pour un monde juste et durable. Elle place l'égalité de genre au cœur de sa mission.

Aujourd'hui, Equipop est une structure en plein développement s'appuyant sur vingt-cinq salarié.e.s et cinquante-huit membres, avec un budget annuel de 2,24 millions d'euros. L'ONG a un bureau en Europe à Paris et un bureau en Afrique de l'Ouest à Ouagadougou.

Une vision, des valeurs

Dans la vision portée par Equipop, il n'y aura pas de développement juste et durable sans égalité des genres et en particulier sans empouvoirement des femmes et des filles.

Notre vision repose sur un socle de valeurs.



RESPECT DES DROITS HUMAINS

Equipop plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.



BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Equipop considère que le bien-être des sociétés ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par la capacité des personnes qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans les collectifs auxquels elles appartiennent.



JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Equipop défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prôtons un développement soucieux de l'équité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures. Le renforcement des liens sociaux constitue pour nous un défi majeur.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action



ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Equipop adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité. Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et décideuses et, bien entendu, les publics ciblés par les actions.



NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter exclusivement pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de nos actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs et actrices (OSC, parlementaires, journalistes, chercheur·e·s, fonctionnaires, expert·e·s techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité. Depuis plus de vingt ans, Equipop collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leurs pays respectifs. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès de différents publics, en particulier les femmes et les jeunes, ainsi que des actions de plaidoyer adaptées aux situations sociopolitiques locales.



TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Equipop a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs et actrices du changement social : organisations de solidarité internationale (OSI), activistes féministes, structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux en France, en Europe, en Afrique francophone subsaharienne et dans le monde. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes dans le monde.

En Afrique francophone subsaharienne, Equipop a progressivement orienté une partie de son action en direction des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et plus largement dans le monde, Equipop travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des expert-e-s techniques et administratifs ;
- des chercheur-euse-s ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des responsables politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :



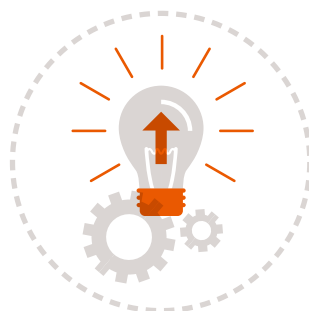
Impulser

des dynamiques de changement social au plus près des citoyen-ne-s, par la conception et la mise en œuvre de projets-pilotes en partenariat avec des acteurs et actrices locaux



Mobiliser

les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable



Accompagner

les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Equipop a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie, sciences de gestion. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs et actrices avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issus des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, responsables politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIQUES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Equipop a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des responsables politiques. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et actrices et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les responsables politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'elles et ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Equipop s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme l'accès à la contraception, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules, les mutilations sexuelles féminines ou les mariages des enfants.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usager·e·s, intégration du vih/sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Equipop puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts de chaque public. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être homme ou femme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : atteindre l'égalité entre hommes et femmes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant, à égalité, femmes et hommes.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Equipop a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Equipop facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs et actrices sur le terrain. Nous influençons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'événements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'experts ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Equipop renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires au développement. Equipop accompagne la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets collectifs (via notamment le Design Thinking), appuie le développement organisationnel de ses partenaires, renforce leurs capacités administratives et financières, facilite la mobilisation de ressources, conduit des activités d'appui-conseil, co-réalise des diagnostics partagés, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Réseaux

Équilibres & Populations a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement. En 2018, l'ONG renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



Alliance Droits & Santé
Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique

Alliance Droits et Santé **alliancedroitsetsante.org**

Alliance Droits et Santé est un réseau d'organisations de la société civile française et ouest-africaine qui a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.



Collectif Prévenir & Protéger **@PProtéger**

Le Collectif Prévenir & Protéger est composé de 14 associations françaises de protection des droits de l'enfant et de promotion des droits des femmes et des adolescentes. Le collectif organise des événements et des campagnes en vue d'informer sur les violences faites aux femmes et aux enfants et de faire agir.



Collectif Santé Mondiale **collectif-sante-mondiale.fr**

Le Collectif Santé Mondiale rassemble 9 ONG françaises de développement (Action contre la faim, Équipop, Global Health Advocates France, Médecins du Monde, One, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction et Solthis) qui se sont réunies pour défendre l'aide en santé.



Coordination SUD **coordinationsud.org**

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité, urgence et développement, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



Countdown 2030 Europe **countdown2030europe.org**

Le réseau Countdown 2030 Europe est composé de 15 ONG européennes qui travaillent à la priorisation des droits et de la santé sexuels et reproductifs dans les politiques de l'Union européenne.



EFQM **efqm.org**

The European Foundation for quality management est une organisation européenne qui s'est donné pour mission de doter les organisations d'un outil de référence commun pour les aider à tendre vers des pratiques visant l'excellence.



EndFGM **endfgm.eu**

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines.



Inspire

inspire-partnership.org

Inspire est un réseau européen d'ONG spécialistes des droits et de la santé sexuels et reproductifs.



Excision, parlons-en !

Excision, parlons-en ! est une association laïque et apolitique déclarée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 qui a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde. Depuis 2015, Equipop fait partie du conseil d'administration d'Excision, parlons-en !.



F3E

<http://f3e.asso.fr>

Le F3E ou Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.



Genre en action

greenaction.net

Genre en Action est un réseau international qui promeut la prise en compte des inégalités des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de développement.



Girls Not Brides

girlsnotbrides.org

Girls Not Brides est un partenariat mondial de plus de 500 organisations de la société civile, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur potentiel.



IBP Initiative

Scaling up what works in family planning/reproductive health

IBP (Implementing Best Practices)

ibpinitiative.org

L'initiative IBP (Implementing Best Practices / Mettre en œuvre les meilleures pratiques) est un partenariat mondial visant le passage à l'échelle des pratiques qui fonctionnent en matière de planning familial et de santé de la reproduction. Créée en 1999 par l'OMS, USAID, et neuf agences de coopération, l'initiative possède désormais plus de 45 membres à travers le monde dont des bailleurs de fonds, des organisations internationales d'assistance technique et des partenaires nationaux et régionaux.



Reproductive Health Supplies Coalition

Reproductive Health Supplies Coalition / SECONAF

Sécurité Contraceptive en Afrique Francophone est un partenariat mondial d'acteur-ric-e-s publics, privés et d'organisations de la société civile assurant l'accès aux personnes vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire à des moyens de contraception abordables et de qualité afin d'améliorer leur santé sexuelle et reproductive.



Réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest

Le réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest est composé de militant-e-s féministes ouest-africain-e-s actif-ve-s sur le terrain et qui souhaitent faire entendre leur voix dans les processus de décision à l'échelle nationale, régionale et internationale, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des filles.

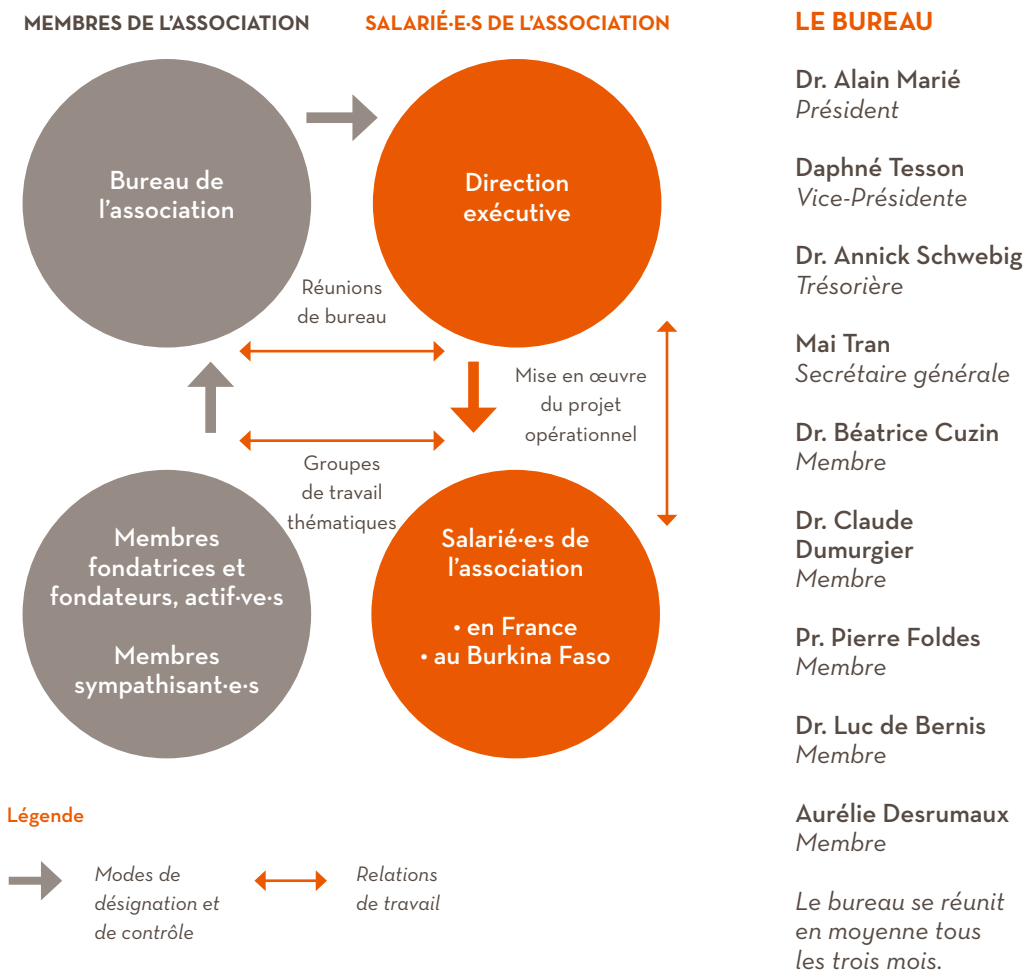


Mouvement Women 7 feministscount.org

Le mouvement W7 rassemble des associations qui défendent les droits des femmes et des filles dans les pays du G7 et dans le monde, et qui se mobilisent pour que le G7 prenne des mesures politiques et financières en faveur de l'égalité de genre et vers un monde plus féministe.

Engagement citoyen et implication professionnelle

Pour la définition et la mise en œuvre de sa mission, Equipop s'appuie sur un bureau de sept personnes et sur une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine de salarié.e.s. Une soixantaine de membres se réunissent une fois par an en assemblée générale.



L'ÉQUIPE SALARIÉE EN 2018

DIRECTION

Auréli Gal-Régniez

Directrice exécutive

PÔLE COMMUNICATION

Nathalie Perrotin

Responsable communication

Augustin Assaba

Assistant communication

Marion Lambert

Assistante communication

PÔLE PLAIDOYER FRANCE ET INTERNATIONAL

Nicolas Rainaud

Reponsable Plaidoyer
France et International

Marguerite Bannwarth

Chargée de mission

Lucie Daniel

Experte plaidoyer

Louise Deniau

Stagiaire plaidoyer

Julia Heres Garcia

Stagiaire plaidoyer

PÔLE PLAIDOYER AFRIQUE DE L'OUEST

Brigitte Syan

Responsable Plaidoyer
Afrique de l'Ouest

Abdoulaye Banse

Chargé de plaidoyer

PÔLE PROGRAMMES & DÉVELOPPEMENT

Dominique Pobel

Reponsable Programmes
et développement

Sokhna Ba

Chargée de projets

Elisa Blin

Chargée de la capitalisation

Elise Fouillet

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

Auréli Desrumaux

Chargée de programmes
et développement

Geneviève Némouthé

Coordinatrice projets
et évaluation

Laura Delcamp

Stagiaire programmes
et développement

PÔLE INNOVATION & ACCOMPAGNEMENT

Nora Le Jean

Responsable du pôle Innovation
et Accompagnement

Elsa Burzynski

Chargée de Plaidoyer

Erell Chardon-Ouedraogo

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

Claire Pasquato

Chargée de la mobilisation
des ressources

Elise Petitpas

Experte innovation et plaidoyer

Fatim Nikiéma Traore

Chargée de projets

Jeanne Fournier

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

Maïfoux Nassirou

Chargé d'innovation et
de mobilisation sociale

Fatim Tambadou Diallo

Chargée d'innovation et
d'accompagnement

PÔLE ADMIN FIN

Benjamin Sitbon

Responsable administratif
et financier

Annaëlle Gateau

Chargée du suivi administratif
et financier des projets

Pascal Ilboudo

Chargé d'accompagnement
Développement Organisationnel

Moumouni Komi

Coordonnateur Administratif et
Financier / Référent Sécurité

Sibiri Koné

Agent de Liaison

Aurore Moynot

Chargée d'accompagnement
admin et fin des part

Kadidia Rabo

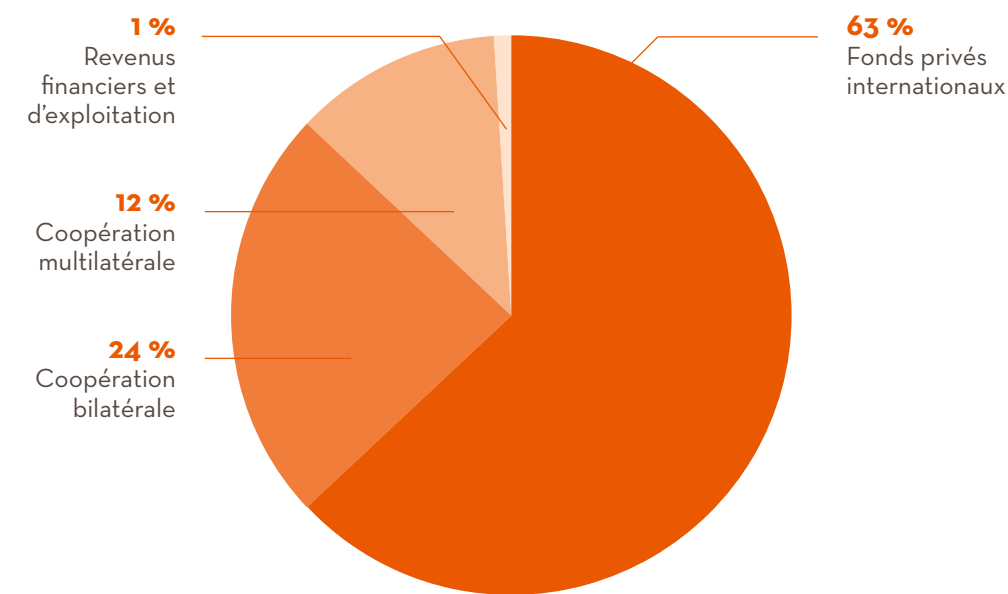
Chargée administrative,
comptable et informatique

Nicolas Schlegel

Comptable

Le budget d'Équilibres & Populations

En 2018, 90 % de nos dépenses ont été affectées à nos missions sociales. Equipop maintient son enveloppe budgétaire par rapport à l'année précédente, et termine l'année avec un excédent.



Origine des ressources d'Equipop en 2018

RESSOURCES

Les ressources 2018 d'Equipop s'élèvent à 2,24 millions d'euros, à un niveau élevé et stable par rapport à 2017 (2,25 millions d'euros).

L'année 2018 a été marquée par le lancement des nouvelles phases des projets *Change Lab* (précédemment intitulé *Alliance Droits et Santé*), *Protéger la prochaine génération* et *Let's Change* (précédemment intitulé *Change plus*). L'obtention des financements plurianuels pour ces projets pour plus de 3,7 millions d'euros témoigne de la confiance que nous accordent nos partenaires financiers.

Plusieurs partenariats annuels ont été également renouvelés (UNFPA, Mairie de Paris) et de nouvelles conventions de partenariat ont été concrétisées avec le Réseau africain pour l'éducation à la santé (RAES) pour le financement des projets *C'est la vie +*, *Educasso* et *Bruits de tambour*.

Les ressources de l'association proviennent pour 63 % de fonds privés issus notamment de fondations internationales (principalement des fondations Hewlett et Bill & Melinda Gates). Les financements de sources institutionnelles sont cette année de 36 %, 24 % provenant des institutions de la coopération bilatérale française (principalement Agence Française de Développement) et 12 % provenant des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations unies, OOAS).

Equipop continue de renforcer et de développer de nouveaux partenariats techniques et financiers, ainsi que de favoriser les collaborations, indispensables à la dynamique des projets.

DÉPENSES

90 % des dépenses sont allouées aux missions sociales de l'association. Les frais de structure sont maîtrisés. Les dépenses, en nette croissance les deux années précédentes, se sont stabilisées en 2018 : elles s'élèvent à 2,06 millions d'euros.

Ce niveau reflète notamment l'accélération de la mise en œuvre du projet DEMSAN initié en 2017 avec l'Organisation Ouest Africaine de la Santé ainsi que le lancement des nouvelles phases des projets *Change Lab* (précédemment intitulé *Alliance Droits et Santé*), *Protéger la prochaine génération* et *Let's Change* (précédemment intitulé *Change plus*). Il est prévu une montée en puissance importante des activités et donc des engagements de dépenses en 2019 sur ces projets.

Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile africaines a été maintenu à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs.

Le budget consacré aux ressources humaines a augmenté de 13,6 % par rapport à 2017, une hausse résultant des recrutements réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des projets.

Le résultat de l'exercice présente un excédent de 188 205 euros. Ce résultat s'explique principalement par des coûts de fonctionnement maîtrisés en regard du volume d'activité.

Cet excédent permet de participer à l'augmentation des réserves de l'association. La constitution de fonds propres est un objectif à moyen terme destiné à renforcer la capacité d'intervention sur des activités novatrices, la capacité d'investissement pour professionnaliser les fonctions support de la structure et la capacité à faire face aux aléas des financements projets en conservant l'expertise interne.

Equipop établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SPCC, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2018 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont consultables dans leur intégralité sur www.equipop.org.

Lucie Daniel, experte plaidoyer

Lucie Daniel est salariée d'Equipop depuis un an, au pôle Plaidoyer France et International.



Lucie, tu travailles chez Equipop depuis un an, peux-tu nous décrire le rôle qui est le tien aujourd'hui ? Comment se sont passés tes premiers mois chez Equipop ?

J'ai rejoint Equipop en septembre 2018 en tant qu'Experte Plaidoyer au sein du pôle Plaidoyer, composé d'une équipe mixte entre Paris et Ouagadougou. Avec mes collègues, je suis chargée de la mise en œuvre de la stratégie plaidoyer d'Equipop. Nous agissons auprès du gouvernement français, de l'Union européenne et de l'ONU afin de faire des DSSR - droits et santé sexuels et reproductifs - une priorité de l'aide publique au développement française, plus précisément en Afrique de l'Ouest, et, de façon plus générale, afin d'évoluer vers des politiques publiques féministes. Notre plaidoyer consiste à rencontrer, sensibiliser et interpeller les décideur·e·s. Il est directement nourri par les programmes d'Equipop, en étroite collaboration avec nos partenaires, et notamment les associations et militantes féministes d'Afrique de l'Ouest.

Pour toi, qu'est-ce qui fait la particularité d'Equipop ?

La particularité d'Equipop tient selon moi à son positionnement, qui fait la synthèse entre une approche issue du monde de la solidarité internationale d'une part, et un engagement militant féministe et revendicatif d'autre part.

Qu'est-ce qui te motive dans le plaidoyer d'Equipop ?

Le plaidoyer d'Equipop est un travail de longue haleine. Nous visons des changements sociétaux et structurels dont les effets ne sont visibles qu'au bout de plusieurs années de mobilisation. Ce qui me motive, c'est de voir que, doucement mais sûrement, notre ténacité paie. Un des résultats tangibles de notre mobilisation dans le cadre du G7, c'est par exemple la participation de jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest à des rencontres de haut niveau avec des décideur·e·s politiques français·e·s. Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire, mais nous sommes en train de bousculer des vieux schémas politiques et de faire bouger les lignes.

Comment souhaiterais-tu voir évoluer la structure ?

Equipop est déjà en train d'évoluer. En copilotant le mouvement Women 7 cette année, nous avons décloisonné notre plaidoyer et nous avons pris un tournant féministe assumé. Je pense qu'à l'avenir, Equipop aura un rôle à jouer pour définir les contours de la nouvelle diplomatie « féministe » revendiquée par la France, mais aussi pour faire le lien entre les ONG de développement qui travaillent sur les questions de genre et les associations féministes françaises. Nous avons un pied dans les deux milieux, de par nos positionnements et nos programmes en France et en Afrique de l'Ouest, et nous voyons bien que le sujet est en train de monter en France, aussi bien au niveau domestique qu'international. C'est le moment de sauter le pas !

Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Equipop s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires qui appuient financièrement la structure sans laquelle les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG et associations locales avec qui nous avons tissé des

partenariats solides et durables, expert-e-s et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... nous vous remercions ici tous et toutes chaleureusement pour la confiance accordée. Ce rapport a pour objet de vous rendre compte de l'impact du travail effectué.

Nous remercions en particulier :



Alliance Droits & Santé
Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique



FONDATION
CHANEL



Suivez l'actualité d'Équipop au quotidien



Sur notre site internet

equipop.org

Pour s'informer et agir.



Sur Twitter

[@Equipop_Ong](https://twitter.com/Equipop_Ong)

Pour suivre notre actualité
et celle de notre secteur
en temps réel.



Via notre newsletter

Pour recevoir régulièrement
un résumé des moments
forts qui ont marqué
notre actualité.



Sur Facebook

[facebook.com/Equilibres.
Populations](https://facebook.com/Equilibres.Populations)

Pour découvrir des contenus
exclusifs et partager avec
notre communauté.



Sur Instagram

[@Equipop_Ong](https://www.instagram.com/Equipop_Ong)

Pour découvrir les coulisses
d'Equipop en images.



Sur Youtube

Equilibres & Populations
Pour suivre l'actualité
d'Equipop et du secteur
en vidéo.



Sur LinkedIn

[linkedin.com/company/
equilibres-populations/](https://linkedin.com/company/equilibres-populations/)

Pour se tenir informé·e des
actualités et innovations
d'Equipop dans le secteur.

Rapport d'activités

Equipop travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable. Notre mission se décline en trois volets complémentaires : impulser, mobiliser et accompagner.

Crédits

Le rapport d'activités est également disponible sur le site internet : www.equipop.org

Conception et réalisation

Direction de la publication :

Aurélie Gal-Régniez

Rédaction en chef :

Nathalie Perrotin-Milla
et Marion Lambert

Rédaction :

Aurélie Gal-Régniez,
Elise Petitpas, Elise Fouillet,
Marguerite Bannwarth,
Dominique Pobel, Nora Le Jean,
Benjamin Sitbon, Pascal Ilboudo,
Nicolas Rainaud et Lucie Daniel

Secrétariat de rédaction :

Labba Sall, Nathalie Perrotin,
Louis Guinamard et
Nicolas Rainaud

Création graphique :

Jean-Luc Gehres
www.welcomedesign.fr

Illustration :

Silène Audibert

Photographies :

Christophe Abramovitz
Cyril le Tourneur
Equipop

Impression :

Simon Graphic, Ornans
Ce document est imprimé
sur du papier certifié.



Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Bureau de Paris
6 rue de la Plaine
75020 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau de Ouagadougou
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : (+226) 25 40 88 02